

**DECISION N°186/19/ARMP/CRD/DEF DU 11 DECEMBRE 2019
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES, SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE DAKAROISE
D'IMPRESSION EN CONTINU (SODIC), CONTESTANT L'ATTRIBUTION PROVISoire
DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX A COMPETITION OUVERTE,
RELATIVE A L'ACQUISITION DE DIVERS IMPRIMES, LANCEE PAR LA SOCIETE
DAKAR DEM DIKK.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU le décret n° 2017-527 du 11 avril 2017 portant nomination des membres du Conseil de Régulation (CR) de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret n° 2018-802 du 30 avril 2018 ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 04-17 du 20 avril 2017 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de la Société Dakaroise d'Impression en Continu (SODIC), du 7 novembre 2019 ;

VU la quittance de consignation n°100012019003263 du 7 novembre 2019 ;

Monsieur Abdourahmane THIAM, Commissaire aux enquêtes, entendu en son rapport ;

En présence de messieurs Alioune Badara FALL, Ibrahima SAMBE et Abdourahmane NDOYE, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

Par courrier enregistré le 07 novembre 2019 sous le numéro 3352, la Société Dakaroise d'Impression en Continu (SODIC) a saisi le Comité de Règlement des Différends, pour contester l'attribution provisoire de la demande de renseignements et de prix à compétition ouverte (DRPCO), référencée F_DFC_005/19 et relative à l'acquisition de divers imprimés, lancée par la société Dakar Dem Dikk.

SUR LES FAITS ET LA PROCEDURE

La société Dakar Dem Dikk a fait publier, dans la parution du journal « le Soleil » du 23 septembre 2019, une demande de renseignements et de prix à compétition ouverte (DRPCO), pour l'acquisition de divers imprimés, en un lot unique.

A la séance d'ouverture des plis du 07 octobre 2019, quatre (04) offres ont été reçues et lues publiquement.

Par la suite, les montants ci-après ont été mentionnés sur le procès-verbal d'ouverture des plis, établi le même jour :

N° pli	Soumissionnaires	Montant (francs CFA TTC)
1	Laniane Entreprise	60 175 280
2	Imprimerie Papeterie Services (IPS)	48 659 212
3	Société Dakaroise d'Impression en continu (SODIC)	39 214 940
4	Imprimerie Salam	49 116 600

Au terme de ses travaux, la commission des marchés de la société Dakar Dem Dikk a proposé d'attribuer provisoirement la DRPCO à la société IPS, pour le montant de son offre corrigée de Quarante Huit Millions Six Cent Quatre Vingt Dix Mille Six Cent Quatre Vingt Quatorze (48 690 694) francs CFA TTC.

Suite à la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, dans la parution du journal « le Soleil » du 30 Octobre 2019, la SODIC a introduit dans un premier temps, un recours gracieux auprès de la société Dakar Dem Dikk pour contester le rejet de son offre, puis saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) pour soumettre le contentieux à cet organe.

Après avoir constaté que le recours de la SODIC respecte les règles de forme imposées par la réglementation, le CRD l'a déclaré recevable et ordonné la suspension de la procédure de passation de la DRPCO, par décision n°80/19/ARMP/CRD/SUS du 18 novembre 2019.

La décision susvisée a aussi été notifiée à l'autorité contractante, à qui, il a été demandé de transmettre toutes les pièces devant permettre l'instruction du dossier.

Par courrier du 26 novembre 2019, Dakar Dem Dikk a fait parvenir à l'ARMP les éléments demandés.

LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

Dans son recours contentieux, la SODIC conteste les motifs de rejet de son offre en s'appuyant sur le fait que dans le cadre de cette procédure, sa proposition est la moins disante et qu'elle est conforme aux exigences de la DRPCO.

Toutefois, elle reconnaît que dans son bordereau de prix, deux articles ont été omis et qu'en application de la clause 33.3 des instructions aux soumissionnaires, un montant de trois millions huit cent trente-cinq mille (3 835 000) francs CFA TTC a été ajouté à son offre en guise de correction pour pouvoir procéder à une évaluation juste et équitable des différentes propositions reçues.

Cependant, ce qu'elle ne peut pas comprendre, c'est qu'à la suite de cette correction, l'autorité contractante ait reconsidéré sans raison valable, la base de son offre non pas en montant toutes taxes comprises (TTC ou DDP), mais en hors taxe sur la valeur ajoutée (HTVA).

Or, selon elle, l'article 14.6 de la section I de la DRPCO stipule que les prix seront indiqués comme requis dans chacun des bordereaux de prix fournis à la section III, formulaires de soumission.

Elle ajoute que cette section apporte la précision selon laquelle, les prix proposés dans les formulaires de bordereaux des prix pour les fournitures seront présentés de la manière suivante, sauf stipulation contraire dans les DPAO :

- a. Pour les fournitures : le prix des fournitures DDP (Delivered Duty Paid), en français rendu droits acquittés (lieu de destination convenu spécifié dans les DPAO) y compris tous les prix unitaires et les prix totaux demandés sont DDP (TTC).

Pour être conforme à cette exigence de l'autorité contractante, la SODIC estime avoir renseigné le bordereau des prix en donnant le détail des droits et taxes, ainsi que le montant HTVA.

En fin de compte, la SODIC affirme que son offre corrigée s'établit à la somme de quarante-deux millions huit cent soixante-douze mille neuf cent quarante (42 872 940) francs CFA TTC, ce qui est inférieure à celle de la société IPS, désignée attributaire provisoire de la DRPCO.

LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

La société Dakar Dem Dikk a justifié le rejet de l'offre de la SODIC, en arguant d'abord du fait que lors de l'évaluation de celle-ci, la commission des marchés a constaté que les articles 83 et 84 relatifs aux tickets de restauration au prix de 500 f CFA et ceux aux prix de 650 f CFA ne figurent pas dans le bordereau des prix proposé.

Face à cette situation, l'autorité contractante affirme avoir tout simplement appliqué la clause 33.3 des instructions aux soumissionnaires qui stipule, qu'un article non mentionné dans le bordereau des prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé proposé pour l'article en question par les candidats dont les offres sont conformes, sera ajouté au prix de l'offre et le prix total ainsi évalué sera utilisé aux fins de comparaison.

C'est ainsi, qu'elle a ajouté le montant de trois millions huit cent trente-cinq mille (3 835 000) francs CFA TTC à l'offre de la SODIC.

Par ailleurs, la société Dakar Dem Dikk précise que pour l'article 27 (carte de circulation adulte), il figure dans le bordereau des prix de la SODIC le montant erroné de deux cent

quarante-sept mille huit cent (247 800) francs en HT, en lieu et place du montant corrigé de trois cent trente mille quatre cent (330 400) francs CFA.

Elle ajoute aussi, que le total général HT de l'offre de la SODIC, sans tenir compte des erreurs citées supra, est erroné ; que le bon montant de cette offre en HT est de trente-neuf millions trente-sept mille neuf cent quarante (39 037 940) francs CFA, différent de ce qui y est inscrit, à savoir trente-cinq millions six cent quatre-vingt-treize mille (35 693 000) francs CFA.

Sur ce point, l'autorité contractante, dans sa lettre de transmission des pièces justificatives est revenue sur le contenu de l'incoterm DDP « delivered Duty Paid » qui, selon elle et suivant la réglementation édictée et publiée par la Chambre de Commerce Internationale, implique que le vendeur paye tous les coûts de transport et supporte tous les risques jusqu'à ce que les marchandises soient mises à disposition sur site pour leur déchargement. Il paye en plus les taxes et se charge des frais et formalités de dédouanement.

De cette définition, l'autorité contractante a estimé qu'il n'est nullement indiqué le détail des taxes dont il est fait référence ci-dessus, dans le bordereau des prix de la SODIC. Il s'y ajoute qu'elle remet en cause l'appréciation de la SODIC, selon laquelle DDP signifie TTC.

Elle soutient aussi, bien que la mention DDP est indiquée pour chaque prix unitaire des articles proposés dans le bordereau des prix de la SODIC, rien n'indique que la TVA y est incluse. L'autorité contractante continue en affirmant que la requérante a donné un montant total en HTVA sur ce bordereau des prix, auquel elle a ajouté un montant représentant la TVA de 18% pour donner enfin un montant en TTC.

Eu égard à ce qui précède, l'autorité contractante soutient dans le respect strict des principes d'équité et de transparence qui gouvernent les marchés publics, que la commission des marchés, à l'issue de ses travaux d'évaluation, a recalculé l'offre de la SODIC qui s'établit en réalité à la somme de quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix mille deux cent trente-sept (49 997 237) francs TTC, justifiant ainsi sa décision de rejet.

L'OBJET DU LITIGE

Il résulte des faits et moyens ci-dessus exposés, que le litige porte sur le bien-fondé des différentes corrections apportées par l'autorité contractante, à l'offre de la requérante.

AU FOND

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 69 du Code des marchés publics, la commission des marchés peut toutefois corriger les erreurs purement arithmétiques découvertes au cours de l'examen des offres et peut demander aux candidats de préciser la teneur de leurs offres afin d'en faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison ;

- Sur la méthode de correction des articles 83 et 84 omis

Considérant que, dans le bordereau des prix proposé par la SODIC, Dakar Dem Dikk a constaté que les deux articles relatifs aux tickets de restaurant n'y figurent pas et qu'elle a, par la suite, considéré malgré cette omission, que l'offre de la requérante est conforme pour l'essentiel aux spécifications techniques du dossier d'appel d'offres ;

Qu'aux fins de comparaison des offres, elle a mis en application la clause 33.3 (a) des instructions aux candidats contenues dans les données particulières de l'appel d'offres

(DPAO) qui dispose, qu'un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les candidats dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre ;

Qu'elle a ainsi appliqué, aux quantités prévues pour les deux articles susvisés, les prix du soumissionnaire Laniane Entreprises, qui sont respectivement de deux cents (200) francs CFA HT pour les tickets restaurant à cinq cents (500) francs CFA et de deux cent cinquante (250) francs CFA HT pour ceux à six cent cinquante (650) francs CFA ;

Que de sorte que, le tableau suivant a été établi pour mieux apprécier les résultats de ces corrections opérées ;

N° article	désignation de l'Article	quantité	prix unitaire HT de Laniane Entreprises	prix total HT à rajouter à l'offre de SODIC
83	Tickets de restauration au prix de 500 f cfa (bloc de 10)	10 000	200	2 000 000
84	Tickets de restauration au prix de 650 f cfa (bloc de 10)	5 000	250	1 250 000
Prix Total HTVA				3 250 000
TVA 18%				585 000
Prix Total TTC				3 835 000

Que par la suite, l'autorité contractante a rajouté ce montant de trois millions Huit cent trente-cinq mille (3 835 000) francs CFA TTC, à l'offre de SODIC lue en séance d'ouverture des plis et qui est de trente-neuf millions deux cent quatorze mille neuf cent quarante (39 214 940) francs CFA TTC.

Que dès lors, la correction apportée par l'autorité contractante à l'offre de la requérante est justifiée ;

- Sur la correction de l'erreur arithmétique survenue dans le calcul du total de l'article 27

Considérant par ailleurs, que pour ce qui concerne l'article 27 libellé « carte de circulation adulte », l'autorité contractante a aussi décelé dans le bordereau des prix de la SODIC, une erreur arithmétique corrigée et décrite dans le tableau ci-dessus ;

désignation de l'Article	quantité	prix Unitaire TTC de SODIC	prix total TTC de SODIC	prix total TTC corrigé de SODIC	écart TTC à rajouter à l'offre de SODIC
Carte de circulation adulte	7 000	47 .2	247 800	330 400	82 600

Que donc, l'autorité contractante a eu raison de rajouter également la somme de quatre-vingt-deux mille six cent (82 600) francs CFA TTC, à l'offre initiale de la SODIC ;

- Sur la base de l'offre totale de la SODIC

Considérant que la clause 14.6 des instructions aux candidats dispose, que pour les fournitures, les prix proposés dans les bordereaux de prix seront présentés en DDP Rendu Droits acquittés (lieu de destination convenu spécifié dans les DPAO), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer ; Que le candidat donnera dans sa soumission, le détail des droits et taxes ;

Que pour être conforme à cette exigence, la SODIC a présenté un bordereau de prix prenant en compte l'essentiel des articles demandés par la société Dakar Dem Dikk, tout en faisant apparaître en dernières lignes les montants correspondants à la valeur hors taxes, à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et au montant TTC de son offre ;

Considérant qu'à l'analyse de ce bordereau des prix, il résulte que la SODIC a appliqué au coût de revient majoré de la marge bénéficiaire de chaque article proposé, le montant de la TVA facturée au taux de 18% qui lui correspond ;

Qu'avec cette présentation de son bordereau des prix, elle a dans un premier temps obtenu un montant total TTC arrêté à la somme de trente-neuf millions deux cent quatorze mille neuf cent quarante (39 214 940) francs CFA TTC ;

Que pour faire ressortir clairement le montant hors taxes, de même que la TVA comprise dans le montant susvisé, la SODIC a posé l'opération qui consiste à diviser d'abord le montant TTC de son offre par le chiffre 1.18 (obtenu en faisant la somme de 1+18% de tva), avant de calculer par la suite sur le résultat trouvé, le montant de la TVA ;

Qu'une fois ces opérations posées et les résultats trouvés, la SODIC a reporté sur son bordereau des prix la somme de trente-cinq millions six cent quatre-vingt-treize mille (35 693 000) francs, comme total HTVA et celle de six millions quatre cent vingt-quatre mille sept cent quarante (6 424 740) francs CFA équivalent à la TVA ;

Considérant par ailleurs, que les vérifications effectuées sur l'exactitude de ces opérations ont donné des résultats différents de ceux susvisés, dans la mesure où, un montant de 39 214 940 F CFA TTC rapporté au chiffre de 1.18 donne plutôt la somme de trente-trois millions deux cent trente-trois mille (33 233 000) francs CFA HTVA, ce qui permet alors de

trouver un montant de TVA égal à cinq millions neuf cent quatre-vingt et un mille neuf cent quarante (5 981 940) francs CFA ;

Que dès lors, en application des dispositions de l'article 69 du Code des Marchés susvisé, l'autorité contractante aurait dû demander à la requérante de lui apporter des précisions quant à la base HT ou TTC de son offre, mais aussi obtenir d'elle, des clarifications sur les montants HTVA et TVA figurant dans son bordereau et dont le total fait quarante-deux millions cent dix-sept mille sept cent quarante (42 117 740) francs CFA TTC, différent du montant de son offre TTC ;

Que par conséquent, la correction apportée par l'autorité contractante sur ce point, au montant total TTC de l'offre de la requérante n'est pas justifiée ;

Considérant par ailleurs, que la reprise du calcul des sous totaux par article présenté par la SODIC dans son bordereau de prix a permis de trouver une somme de trente-neuf millions trente-sept mille neuf cent quarante (39 037 940) francs CFA TTC, différente de celle de trente-neuf millions deux cent quatorze mille neuf cent quarante (39 214 940) francs CFA TTC correspondant au montant de son offre financière lue publiquement en séance d'ouverture des plis ;

Qu'il est apparu ainsi, un écart de cent soixante-dix-sept mille (177 000) francs CFA TTC que l'autorité contractante aurait dû retrancher du montant de cette offre, au même titre qu'elle en a rajouté d'autres à des fins de correction ;

Qu'en considération de tout ce qui précède, il y a lieu de déclarer le recours de la SODIC fondé et d'ordonner la restitution de la consignation ;

Qu'il y a lieu aussi, d'ordonner l'annulation de l'attribution provisoire de la DRPCO et la reprise de l'évaluation ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que, la société Dakar Dem Dikk a considéré l'offre de la SODIC comme étant conforme pour l'essentiel aux spécifications techniques du dossier d'appel d'offres, malgré l'omission des deux articles relatifs aux tickets de restaurant ;
- 2) Dit que la correction apportée par l'autorité contractante à cette offre incomplète de la requérante et à des fins de comparaison des différentes offres reçues est justifiée ;
- 3) Constate que l'autorité contractante a aussi apporté une correction à l'erreur d'ordre arithmétique survenue lors du calcul du montant total TTC de l'article 27 « carte de circulation adulte » ;
- 4) Dit que cette correction est également justifiée ;
- 5) Constate que, dans son bordereau des prix, la SODIC a appliqué au coût de revient majoré de la marge bénéficiaire de chaque article proposé, le montant de la TVA facturée au taux de 18% ;

- 6) Constate de même, qu'elle a arrêté le total de ce bordereau des prix à la somme de trente-neuf millions deux cent quatorze mille neuf cent quarante (39 214 940) francs CFA TTC, en y faisant apparaître les montants qui correspondent à la base HTVA et à la TVA ;
- 7) Constate ainsi, qu'il y a une erreur de calcul et des incohérences lors du report des trois montants susvisés sur le bordereau des prix de la requérante ;
- 8) Dit que la société Dakar Dem Dikk aurait dû demander à la SODIC, de lui apporter des précisions sur la teneur de son offre ;
- 9) Dit par conséquence, que la correction apportée par l'autorité contractante au montant total TTC de l'offre de la requérante n'est pas justifiée ;
- 10) Dit en définitive, que l'autorité contractante n'a pas justifié sa décision d'attribuer provisoirement le marché relatif à la fourniture de divers imprimés à la société IPS ;
- 11) Ordonne l'annulation de l'attribution provisoire et la reprise de l'évaluation des offres ;
- 12) Ordonne la restitution de la consignation ;
- 13) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à la société Dakaroise d'Impression en Continu (SODIC), à la société Dakar Dem Dikk, ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.



Alioune Badara FALL

Les membres du CRD



Ibrahima SAMBE



Le Président
Oumar SAKHO



Abdourahmane NDOYE

**Le Directeur Général,
Rapporteur**



Saër NIANG